

## ENTRETIEN

Smail Lalmas, président de Algérie Conseil Export

## « Nous n'avons pas préparé notre économie pour profiter de l'accord avec l'UE »

Dans cet entretien, le président de Algérie Conseil Export (ACE) revient sur les dernières déclarations du ministre du Commerce concernant l'accord d'association avec l'Union européenne (UE). M Lalmas trouve qu'il était prévisible que cet accord allait profiter exclusivement à la partie européenne pour la simple raison que « nous n'avons pas préparé notre économie ». Le président de ACE évoque également d'autres sujets, comme le développement des exportations hors hydrocarbures, ainsi que l'événement tant attendu par les entreprises nationales, celui de la Foire de la production nationale, prévue du 24 au 30 décembre, estimant que ce genre de manifestation aide à promouvoir la qualité des produits locaux.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MOUNA A.

Reporters : Le ministre du Commerce a affirmé dans un entretien accordé au magazine *The Parliament* et relayé par l'APS que l'accord d'association signé par l'Algérie le 1er septembre 2005 n'a pas eu les résultats attendus, qui sont de promouvoir les exportations hors hydrocarbures et attirer des investissements directs étrangers (IDE) en Algérie, et dans le même temps, l'Union européenne a profité de cet accord en consolidant ses parts de marché, représentant plus de la moitié des importations algériennes. Quel commentaire faites-vous à ce sujet ?

Smail Lalmas : La sortie de crise de l'Algérie avec l'aide du FMI a été réalisée au prix de la pratique socialiste, de l'industrialisation et de l'emploi, engageant ainsi le pays dans la voie de l'économie de marché, sans aucune préparation ni stratégie, donc une transition forcée qui a donné le résultat que nous connaissons aujourd'hui. Après le constat d'échec de cette transition dans les années 1990, l'Algérie a compris qu'il fallait s'ouvrir sur le reste du monde avec la volonté d'adhérer à l'OMC, la signature d'accords d'association avec l'UE, encourager l'investissement privé et étranger. Cela dit, aucun des objectifs n'a été atteint. Nous constatons de la réticence du côté du privé algérien à investir. Les IDE s'intéressent surtout aux hydrocarbures et bien sûr pas d'adhésion encore à l'OMC. Le seul objectif atteint, c'est l'accord d'association avec l'UE. Il était prévisible que cet accord allait profiter exclusivement à la partie européenne pour la simple raison que nous n'avons pas préparé notre économie à en profiter, sachant que notre parc entreprises est composé à plus de 95% de TPE (très petites entreprises) pas préparées à pénétrer les marchés extérieurs, ni à supporter la concurrence étrangère, se contentant du marché local qui leur échappe de jour en jour. Contrairement au Maroc et à la Tunisie qui ont saisi cette opportunité pour initier leurs entreprises à l'exportation et accumuler un savoir-faire dans la standardisation des produits et l'apprentissage du commerce extérieur, en commençant par l'exportation des produits du terroir, des produits agricoles et d'autres produits. Donc, il ne faut pas se tromper de cible, le problème est plutôt algéro-algérien, ce n'est pas la faute à l'UE si nous continuons à dépendre des hydrocarbures, 50 ans après l'indépendance. Ce n'est pas la faute à l'UE si dans les discours on parle depuis des dizaines d'années de diversification de notre économie pour une transi-



tion de l'économie rentière vers une économie hors hydrocarbures. Alors que sur le terrain, on constate une autre réalité. A nous, Algériens, de nous mettre au travail et de profiter des différents accords d'association signés avec nos partenaires étrangers, et d'intégrer ces espaces. Pour que cela puisse arriver, il faut déclarer la guerre à la médiocrité, en s'appuyant sur l'homme compétent, qualifié, pour redresser les choses. Nous signons des accords sans en mesurer les conséquences.

Pourquoi, à votre avis, avoir attendu neuf ans pour faire ces révélations, alors que ces résultats étaient visibles bien avant ?

Parce que la situation actuelle n'autorise pas l'optimisme. Tous les indicateurs sont au rouge. Toutes les promesses faites par nos responsables sont restées vaines, ils ont complètement échoué dans leur approche. Il faut savoir que nous n'avons pas attendu neuf ans pour découvrir cette vérité, c'était flagrant depuis le début. La signature d'un accord aussi important nécessitait la mise en place par la partie algérienne de mesures d'accompagnement efficaces, passant par l'adaptation de nos règles et lois à ce type de libre-échange, aider nos entreprises à grandir, renforcer leur compétitivité, mettre en place des outils d'accompagnement, moderniser et renforcer les secteurs financiers... Aujourd'hui, nous subissons les conséquences d'un choix, d'un décision mal préparée, sans aucune visibilité, avec un partenaire solide, composé d'un grand nombre de pays, faisant bloc autour de valeurs et d'objectifs bien définis, dont la finalité est de profiter au maximum de la faiblesse de notre économie et de notre mauvaise gouvernance, pour maximiser les profits. Cela dit, à travers les déclarations de l'actuel ministre du Commerce sur les résultats négatifs de l'accord d'association avec l'UE pour notre pays, je peux vous annoncer en exclusivité les déclarations du futur ministre du Commerce, qui dressera le même constat sur le ou les résultats négatifs, suite à notre adhésion à l'OMC. L'Algérie continue malheureusement à être victime de ses choix.

Certains spécialistes estiment que la faute ne revient pas aux Européens, mais plutôt aux responsables algériens, qui, selon eux, n'ont pas adopté les meilleures stratégies pour consolider cet accord. Êtes-vous de cet avis ?

Oui, bien sûr, c'est ce que j'ai dit, l'Algérie a mal négocié et n'a pas accompagné de façon

serieuse la signature de ces accords. Les accords d'association de l'Algérie avec l'Union européenne ont été négociés et signés dans la précipitation, en faisant fi de l'opportunité économique et stratégique et des enjeux sociaux du pays. Cette négociation précipitée de 2002 a coûté au Trésor public algérien quelques milliards de dollars, selon les observateurs. Un manque à gagner engendré par le démantèlement progressif des droits et taxes douaniers, surtout que le volume des importations ne cessait d'enregistrer une augmentation vertigineuse depuis le début des années 2000 et que 50% de ces importations proviennent de l'UE. Appeler que l'Algérie a importé, en 2013, pour 28,5 milliards de dollars, avec une hausse de 8,54% par rapport à 2012, un chiffre à tendance croissante, contre un triste chiffre (hors hydrocarbures) à l'export du côté algérien. N'oublions pas que la finalité est la mise en place, à l'horizon 2020, d'une zone de libre-échange entre l'Algérie et l'UE, la suppression des droits de douanes et autres taxes à l'importation sur les produits originaires de l'UE. Il faut faire l'effort de se projeter pour imaginer le scénario de 2020. Pour être honnête avec vous, je pense que tout le monde aura compris que les enjeux de ces accords sont beaucoup plus politiques qu'économiques, d'où l'échec actuel et futur.

En parlant de relations avec les pays européens, l'Algérie vient de signer neuf accords de partenariat avec la France dans divers domaines, y compris industriel. D'abord, que pensez-vous de ces accords et pensez-vous qu'ils vont aboutir ?

Effectivement, les accords ont été signés lors de la rencontre qui s'inscrit dans le cadre du comité interministériel de haut niveau présidé par les Premiers ministres des deux pays en France. Il intervient près d'un mois je crois après la visite de MM Fabius et Macron à Oran, où les deux ministres français ont inauguré avec les responsables algériens la nouvelle usine Renault Algérie. Pourquoi je parle de Renault Algérie, pour la simple raison que si les accords de partenariat avec la France vont aboutir à des projets comme celui d'Oran, honnêtement, je n'en pense pas du bien. 1,2 milliard d'euros pour 300 emplois avec 10% de taux d'intégration et toute la production destinée exclusivement au marché national, je vous laisse juger. Pendant ce temps, le même projet, Renault Tanger (Maroc), coûtant moins cher, avec 6 000 emplois à la clé et 400 000 voitures destinées à l'export, ya pas photo. Cela dit, je trouve tout à fait normal que l'Algérie signe des accords avec d'autres pays et partenaires, mais cela doit répondre à des besoins, à des attentes, à une vision stratégique. Il faut arrêter de brader l'économique pour juste consolider le politique. C'est trop fragile comme approche et très souvent destructrice.

Sur un autre sujet, mais qui reste d'actualité, celui de la tenue de la 23<sup>e</sup> édition de la Foire de la production nationale. Que représente cet événement à votre avis pour les entreprises nationales ?

Vous savez, l'organisation d'un événement doit répondre à des besoins, à des objectifs, avec, bien sûr, un retour sur l'investissement attendu de la part des participants. 250 entreprises exposantes, sur 700 000 PME/PMI existantes, ça reste négligeable et très faible pour une économie qui veut se redéployer. Cela dénote un désintérêt de nos entreprises pour cette manifestation, où ce type de manifesta-

tion, pourtant bien préparée, pourrait être d'une grande utilité. La Foire de la production algérienne devrait constituer un baromètre qui sert à évaluer l'évolution de la capacité des entreprises algériennes. C'est une opportunité pour mettre en exergue les progrès réalisés par nos entreprises. Une action de communication importante qui donne de la visibilité. Cela dit, il est demandé à la Safex une meilleure préparation, une meilleure organisation et une bonne communication autour de l'événement.

Est-ce que ce genre de manifestation aide à promouvoir la qualité des produits locaux, pourtant remise en cause par les consommateurs, qui se rabattent sur les produits importés ?

Bien sûr que oui, sachant que l'objectif principal de ce genre de manifestation est d'ordre promotionnel. Il permet de rendre visible l'entreprise et donc ses produits ou services, avec pour finalité, vendre. Il faut savoir que c'est un événement qui réunit un grand nombre d'opérateurs, concurrents et partenaires dans un même lieu. C'est donc une opportunité qui permet à l'entreprise de comparer son offre par rapport à celle des concurrents et corriger son évolution grâce aux éléments constatés lors de pareille manifestation. Pour revenir au cœur de votre question, il est vrai qu'il y a beaucoup à faire en matière de qualité, pour mieux se positionner par rapport aux produits importés, pas tous les produits, parce qu'il y a beaucoup de médiocrité également dans les produits étrangers. Mais nous constatons depuis quelques années un intérêt croissant de nos opérateurs pour le paramètre qualité. L'aide d'ailleurs de nos banques est souhaitable et indispensable pour accompagner ce genre d'entreprises, en les aidant à grandir et à réaliser rapidement leurs projets de développement pour améliorer le volet compétitif.

Est-ce que c'est également un événement qui va booster les exportations hors hydrocarbures ?

La renaissance de l'industrie algérienne et son orientation vers l'exportation sont les principaux enjeux de cet événement. C'est, je crois, le slogan de cette année. Vous avez donc raison de faire le lien entre cet événement et l'exportation. Mais pour cela, un grand travail doit être fait en amont par les organisateurs, en définissant correctement leur cible. Vous devez savoir que faire la promotion de notre offre exportable lors d'un événement fait appel à une cible composée d'opérateurs et de commerçants, intermédiaires étrangers. L'organisation d'une telle manifestation prendra une dimension internationale. On doit donc élaborer et orienter sa stratégie vers une cible différente que celle de la 23<sup>e</sup> Foire de la production nationale, qui aura juste une dimension nationale, aucun impact sur l'export. Je vais peut-être vous étonner en vous disant qu'il n'y a en Algérie actuellement aucune manifestation organisée qui a pour objectif la promotion des exportations hors hydrocarbures. En 2010 et 2011, Algex avait organisé deux éditions, je crois, de Djazair Export, un Salon spécial export, mais qui a été annulé depuis quelques années pour je ne sais quelles raisons. Vous aurez donc compris que beaucoup de chemin reste à parcourir, pour pouvoir se positionner face à la mondialisation. Pour cela, ce n'est pas en faisant semblant de travailler en présence des caméras qu'on va pouvoir relever les nombreux défis qui nous attendent et sortir de cette dépendance aux hydrocarbures le plus tôt possible. □